Quant la saison est propice, on repique les plants en pleine terre, par un temps couvert, ou pluvieux, pour assurer la reprise; on couvre avec des cloches, des vitraux ou des branches, que l'on soulève, de temps à autre, pour donner de l'air.

Outre ces couches chaudes, on en fait de sourdes, comme suit : en creuse une fosse d'un pied, ou d'un pied et demi de profondeur sur quatre de largeur et aussi longues que le besoin le demande; on la remplit de fumier chaud de cheval et on y met par dessus six à huit pouces de bonne terre, on la couvre de branches de sapin, et aussitôt qu'elle est modérément chaude on la sème, on la couvre et on la soigne, comme une couche chaude; on éclaircit les plants, en temps et en lieu, et on repique en pleine terre ceux qui sont de trop.

On arrête les melons et les concombres, lorsqu'ils ont quatre feuilles ou plus, en ôtant avec l'ongle, la tête de la tige, pour leur faire pousser des branches latérales, que l'on attache ensuite sur la terre, avec de petits crochets de bois, de droite et de gauche, au troisième nœud.

On ne doit pas laisser sur chaque branche plus de deux melons. On enfonce l'extrémité de la branche dans la terre pour aider à nourrir le fruit; mais on doit laisser dépasser le petit bout pour assurer la reprise et l'empêcher de courir.

On ne lève les melons que lorsqu'ils commencent à se séparer de la tige, ce que l'on découvre facilement en examinant la queue qui se détache naturellement et par l'odeur qu'ils répandent. On doit laisser aux gens opulents des villes l'érection des serres chaudes en pierres, celles que j'ai décrites suffisent pour ceux des campagnes.

Une assemblée de la Chambre d'Agriculture du Bas-Canada, aura lieu le 4 du mois de mai pour prendre en considération tout ce qui se rattache à l'exposition provinciale agricole prochaine. Toute communication de la part des sociétés d'agriculture de comté destinée à être soumise à la Chambre devra être adressée pas plus tard que le 2. Un numéro du journal sera publié immédiatement pour donner au public les résultats de l'assemblée, surtout en ce qui regarde la liste des prix.

Un projet de loi de crédit-foncier soumis actuellement aux délibérations de l'Assemblée législative par l'Honorable M. Sicotte, mérite une mention toute spéciale de notre part, parce que ce projet est l'expression des besoins de notre population rurale, et parce que ce projet soumis par un de nos hommes publics les plus éminents, indique suffisamment cet esprit de progrès que nous nous plaçons à constater au commencement de cette chronique. Evidemment l'agriculture est sortie de l'ornière de la routine où elle était engagée, et pour nos hommes publics elle est enfin ce qu'elle doit être, la source la plus vraie des revenus de l'état et par contre des moyens dont il dispose pour doter le pays des institutions dont la civilisation nous fait un besoin.

C'est principalement le capital qui fait défaut à l'agriculture, c'est surtout l'argent qui manque au cultivateur; les accusations d'incapacité, de mauvais vouloir et de routine, sans cesse portées contre lui, sont certainement très exagérées, et, si le cultivateur en avait les moyens, plus ordinairement il saurait bien faire.

Telle est en effet, la situation à faire au cultivateur. On lui reproche les torts qu'il n'a pas, et on le punit des fautes qu'il ne saurait éviter. Ainsi, disent les uns, changez vos assolements, augmentez vos fumures, approfondissez vos labours; chaulez, marnez, défrichez, disent les autres, et vous verrez vos produits s'accroître en même temps que diminuer vos dépenses. Tout cela est facile à dire; mais à réaliser sans argent, c'est autre chose; et il ne faut pas être expert dans